

Amazon USA : Non au licenciement de Christian Smalls !

vendredi 3 avril 2020, par [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#) (Date de rédaction antérieure : 3 avril 2020).

Sommaire

- [Face au mépris de la direction](#)
- [L'attitude de la direction](#)
- [D'autres articles concernant](#)

Lundi 30 mars en fin de matinée, des travailleurs de l'entrepôt JFK8 (Staten Island, New York, USA) d'Amazon ont arrêté le travail après qu'au moins un salarié ait été déclaré positif au Covid 19, selon une déclaration de la direction du groupe.

Les salariés répondaient à la direction qu'à leur connaissance entre cinq et sept salariés de l'entrepôt étaient reconnus positifs et exigeaient la fermeture du site en attendant une procédure de désinfection.

« *Nous ne demandons pas grand-chose* » déclarait Christian Smalls au nom des grévistes, « *Nous demandons que le bâtiment soit fermé et assaini, et que nous soyons payés* ».

En guise de réponse, Amazon procédait au licenciement de Christian Smalls, qui a d'ailleurs reçu le soutien de la procureure générale de New York, Letitia James.

Ce licenciement de la part d'une compagnie transnationale qui malgré l'épidémie du Covid 19 continue coûte que coûte à maintenir l'activité de ses entrepôts, est inacceptable.

Dans la nuit du 30 au 31 mars, des travailleurs de l'entrepôt DCH1 (Chicago) organisés avec le collectif Amazonians United ne se sont pas rendus à leur poste et se sont rassemblés devant l'établissement.

Parmi leurs exigences, la fermeture du site durant au moins deux semaines, avec paiement des salaires, le temps que le lieu de travail soit désinfecté.

Face au mépris de la direction du groupe et à la mise en danger des salariés, la colère monte dans de nombreux entrepôts à travers le monde.

En mars, les travailleurs des entrepôts de Torazza, Passo Corese, Castel San Giovanni en Italie ont organisé des mouvements de grève, tandis que les 17, 18 et 19 mars des arrêts de travail étaient organisés dans les entrepôts français de Douai, Boves, Saran et Montélimar.

Les syndicats SUD Commerces et Services, CGT et CFDT ont également annoncé saisir les tribunaux afin que les droits des salariés soient respectés.

L'attitude de la direction d'Amazon est inacceptable.

Les organisations du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes expriment tout leur

soutien aux travailleurs d'Amazon et exigent le respect total de leurs droits à la santé, à un salaire et à la sécurité, ainsi que la réintégration de Christian Smalls.

D'autres articles concernant Amazon sont disponibles sur le site ESSF

http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=mot&id_mot=9615

P.-S.

http://www.laboursolidarity.org/IMG/pdf/2020_-_4_-_3_-_amazon_no_to_the_dismissal_of_christian_smalls_-_engl_-_fr-2.pdf